

**DÉCISION n° 20250905-DEC-DACA0984**  
**EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS  
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT ET  
D'EXTENSION DE LA CARRIÈRE DE SABLES ET GRAVIERS DÉPOSÉ PAR LA SOCIÉTÉ  
GRANULATS VICAT SUR LES COMMUNES DE BOURG-LÈS-VALENCE et  
CHÂTEAUNEUF-SUR-ISÈRE**

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 4806 du 04 septembre 1987 autorisant la société d'Exploitation des Carrières Dauphiné Savoie à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers à BOURG LES VALENCE au lieu-dit « L'Armailler », dans les parcelles n° 6, 9, 10 et 24 de la section ZA d'une superficie globale de 17 hectares 86 ares 63 centiares, pour une durée de 20 ans ;

**VU** l'autorisation de changement d'exploitant actée par arrêté préfectoral n° 5594 du 08 octobre 1998 au profit de la société GRANULATS RHONE-ALPES pour l'exploitation de la carrière précitée ;

**VU** la déclaration de fin de travaux partielle sur la parcelle n° 6pp d'une superficie de 3 hectares, actée par procès-verbal de récolement du 29 mai 1998 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 8017 du 08 décembre 1999 autorisant la société GRANULATS RHONE-ALPES à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « L'Armailler » à CHATEAUNEUF SUR ISERE dans les parcelles n° YN21 et YN51, d'une superficie globale de 03 ha 89 a 88 ca, jusqu'au 03 septembre 2007 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 01-2683 du 03 juillet 2001 autorisant la société GRANULATS RHONE-ALPES à exploiter une carrière de sables et graviers (extension) sur le territoire des communes de CHÂTEAUNEUF-SUR-ISÈRE et BOURG-LÈS-VALENCE au lieu-dit « L'Armailler », dans les parcelles n° ZA3 et YN52, sur une superficie globale de 09 ha 13 a 87ca et pour une durée de 10 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 03-2892 du 01 juin 2003 autorisant la Sté GRANULATS RHONE-ALPES à exploiter une carrière de sables et graviers sur les communes de BOURG-LÈS-VALENCE et CHÂTEAUNEUF-SUR-ISÈRE au lieu-dit « L'Armailler », sur une superficie globale de 55 ha 88a 48 ca et pour une durée de 25 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-5543 de 13 novembre 2007 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 26-2017-10-19-003 du 19 octobre 2017 portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement : Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées - Destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, par la Société Granulats VICAT dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière de l'Armailler située sur les communes de Châteauneuf-sur-Isère et de Bourg-lès-Valence ;

**VU** l'arrêté n°2018-1321 du 11 décembre 2018 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant prescription de diagnostic archéologique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019087-0004 du 28 mars 2019 autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière de sables et graviers sur les communes de BOURG-LÈS-VALENCE et CHÂTEAUNEUF-SUR-ISÈRE au lieu-dit « L'Armailler », sur une superficie globale de 73 ha 77 a 52 ca et pour une durée de 30 ans ;

**VU** le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°2023 0676 considéré comme complet le 27 août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la préfète de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que la surface des deux extensions souhaitées est de 14 ha 83 a 51 ca ;

**CONSIDÉRANT** que l'extension sud-ouest ainsi que le tiers sud de l'extension est sont situées dans la zone de sauvegarde des Combeaux, l'une des trente zones de sauvegarde définie par le SAGE Bas - Dauphiné - Plaine de Valence ;

**CONSIDÉRANT** que les zones d'extension sont situées dans le périmètre de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable des Combeaux ;

**CONSIDÉRANT** la présence, dans la zone d'étude, d'espèces protégées, notamment de 4 espèces d'avifaune et d'1 espèce de faune à enjeu fort, de 3 espèces de reptiles d'enjeu moyen ;

**CONSIDÉRANT** les impacts potentiels du projet sur certaines espèces protégées et leurs habitats, en particulier les risques de dérangement et de destruction d'individus ou d'habitats ;

**CONSIDÉRANT** les critères de l'examen au cas par cas figurant à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## DÉCIDE

### Article 1 : Décision

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de renouvellement et d'extension de la carrière, présenté par la société GRANULATS VICAT objet de la demande déposée le 1<sup>er</sup> août 2025, est soumis à **évaluation environnementale**.

### Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la Préfète de la Drôme  
Préfecture de la Drôme  
3 boulevard Vauban  
26000 VALENCE

### Article 4 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société GRANULATS VICAT et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **10 SEP. 2025**

La préfète

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

